p. 4 INITIATIVES Lutter contre la pauvreté enfantine
p. 22 WEB TOUR La Fête du jeu sur la toile !

Kaléidoscope

Camaraderie

à hauteur d'Homme

acteur d'un monde

le magazine des francas
janv.›mars n°272
2006

DES CLÉS POUR COMPRENDRE

La mise en vie du principe de laïcité au Centre de loisirs

Camaraderie

le magazine des francas

janv.›mars n°272 2006

SOMMAIRE

3 **QUESTIONS DE PRINCIPE**
Les 3 questions de …

4 **INITIATIVES**
Lutter contre la pauvreté enfantine

6 **PAROLES DE PIONNIERS**
Jean-Claude Sescousse

7 **AGIR : MODE D'EMPLOI**
Tu as ton micro ?

8 **FORMATION**
Accueillir c'est déjà former !

9 **DES CLÉS POUR COMPRENDRE**
La mise en vie du principe de laïcité au Centre de loisirs

17 **ON EN PARLE ENCORE !**

18 **CITOYENS DU MONDE**
Un Centre de loisirs et d'accompagnement scolaire à Bobo-Dioulasso.
Européens mobilisés.
Partenaires : INICE (Espagne)

20 **ZOOMS SUR VOUS**

22 **WEB TOUR**
La Fête du jeu sur la toile !

23 **C'EST À VOUS**

24 **PORTRAIT**
Muriel Parcelier

ÉDITO

Bien au-delà de notre Mouvement, la laïcité est un principe historique, une valeur républicaine commune.
Nos propres références sont denses.

Il y a cependant urgence, dans une société ébranlée par l'avènement de replis communautaire, de reconstruire, dans l'action éducative quotidienne des structures de loisirs, une conception commune et de multiplier les initiatives avec les enfants, les adolescents et leurs familles.

C'est l'ambition que nous voulons partager avec vous dans le dossier de ce numéro pour mettre en vie le principe de laïcité dans les centres de loisirs.

■ *La rédaction*

Directeur de la publication : Philippe Deplanque – **Responsable du magazine** : Didier Jacquemain (djacquemain@francas.asso.fr) – **Animatrice de la rédaction :** Nadia Astruc (nastruc@francas.asso.fr) – **Ont contribué aux rubriques générales :** Nadia Astruc, Stéphane Coudret, Julien Duguet, Laure Guinot, Patrick La Prairie, Élodie Mieulet, Sébastien Papy, Muriel Parcelier, Nadège Peckre, Anthony Renard, Élodie Rouffiac, Jean-Claude Sescousse, Jérôme Strasbault, Maurice Tournier, Dominique Vercherand.
Maquette : ©FROMATIQUES 01 43 45 45 10 – **Impression :** Paton Imprimeur – 71, avenue du Maréchal-Leclerc – 10120 Saint-André-les-Vergers – **Les Francas :** 10-14, rue Tolain – 75980 Paris Cedex 20 – Tél. : 01 44 64 21 53 – Fax : 01 44 64 21 11 – **Camaraderie n° 272** Janvier-Mars 2006 – Trimestriel – Abonnement : 4 n°/an : 7,62 € – Numéro de commission paritaire n°1009 G 79149 – **www.francas.asso.fr**

Les 3 questions de Patrick La Prairie

C'est au siège de Ouest France à Rennes que Patrick La Prairie, chargé de mission presse-école pour ce quotidien et correspondant de l'ARPEJ (voir brève), a rencontré Anthony Renard, étudiant à Laval et animateur pendant les vacances scolaires. Retour sur cette discussion qui nous rappelle qu'il est important d'être informé, mais aussi de savoir comment et sur quoi informer les autres.

Patrick La Prairie : ***Dans la société où nous sommes, où information et communication sont omniprésentes, l'éducation aux médias pour les jeunes est incontournable, que ce soit à l'école ou dans les centres de loisirs. Peux-tu m'expliquer en quoi a consisté le projet*** **Giga'Web** ***?***

Anthony Renard : Je suis étudiant en école d'ingénieur en informatique. Il existait, sur le centre de loisirs où j'anime, un journal fait par les 10-12 ans. L'été dernier, les responsables ont décidé de créer avec les jeunes volontaires un site Internet présentant la vie du centre, pour permettre aux parents de rester en contact avec leurs enfants.

J'ai accepté parce que pour moi ce support médiatique a plus de succès que le papier. Certes environ un tiers des enfants n'a pas accès à Internet, mais du coup ils allaient chez des copains pour se connecter.

Le but était de leur faire connaître ce moyen d'information, de le leur « faire manipuler » tout en prenant du plaisir. La difficulté a été de trouver un système simple pour faire un site avec des jeunes n'ayant, pour certains, aucune connaissance de l'outil informatique. Peu à peu, tout le monde savait tout faire, et les plus aguerris aidaient les autres.

Les jeunes ont participé de A à Z au projet. Je n'étais là que pour les guider, les recadrer car nous n'avions pas de réel comité de rédaction. Je vérifiais les fautes d'orthographe, validais les photos… Pendant 1 h 30 à chaque fois, ils allaient dans le centre pour faire des reportages, des interviews, prendre des photos… Je n'étais pas là pour les censurer. Dès l'instant où la phrase était compréhensible, même si la construction n'était pas parfaite, je laissais.

Nous avions mis en place une chasse au trésor pour faire venir les familles sur le site. Pour pouvoir perdurer après l'été, nous devions avoir 2000 connections. Ce fut le cas. Maintenant le site existe toute l'année [1], et les jeunes continuent de l'alimenter.

P. La P. : ***Lier le ludique, le pédagogique et l'éducatif, c'est une très bonne façon d'apprendre pendant les vacances. Qu'est-ce que, selon toi, cette action a apporté aux jeunes ?***

A. R. : Ils ont acquis de l'autonomie par la gestion des reportages, des sujets… Et concevoir un projet par groupe de dix, avec autant de filles que de garçons, ce n'est pas facile pour un jeune !

Sur le plan de l'écriture, il n'y a pas eu de problème. Ce n'est pas comme à l'école. Et puis c'était leur objet, ils étaient plus motivés. Ils étaient fiers de leur statut de reporters. Avec l'appareil photo dans les mains « *ils faisaient grands* ».

Cela leur a aussi permis d'apprendre à argumenter, à justifier leur choix. Lorsqu'ils décidaient de traiter un sujet, ils devaient dire pourquoi, comment. Pour moi c'était pareil si je refusais une de leurs propositions.

P. La P. : ***On comprend mieux l'information quand on l'a vécue ou décortiquée. Je pense qu'ils seront des récepteurs plus critiques face aux informations, plus attentifs. C'est important d'aborder ainsi l'éducation aux médias dans le cadre des loisirs. Il faudrait développer cette « presse-école-loisirs ». Et toi, que penses-tu de cette expérience ?***

A. R. : Cela m'a plu, pour le rapport aux enfants, mais aussi aux familles. Je pense que les jeunes n'écrivent plus assez. C'est peut-être un bon levier. Par l'écriture, on peut les aider à s'approcher du monde adulte, de la société, des copains. Sans compter qu'être lu c'est valorisant.

J'ai plus une culture informatique, comme les enfants d'aujourd'hui. Cependant certains imprimaient leurs articles pour en garder la trace ; c'est la force du support papier : garder un souvenir concret.

■ ***Patrick La Prairie***
patrick.laprairie@ouest-france.fr
www.ouestfrance-ecole.com
Anthony Renard
anthonyrenard5@hotmail.com

1 - www.gigaweb53.fr

ARPEJ

L'Association Régions Presse-Enseignement Jeunesse a été créée en 1977 et réunit 33 éditeurs de la presse quotidienne régionale (PQR). Son but est de participer au développement de l'esprit critique des citoyens de demain à travers trois missions : affirmer le rôle de la presse comme support pédagogique, développer des relations entre la PQR et le monde éducatif, encourager l'accès des jeunes à l'information. Principales actions : répondre aux invitation des classes, organiser la visite du journal d'un des adhérents, donner la parole aux enfants et aux jeunes dans le journal, développer des programmes interactif sur Internet…
Pour plus d'informations : *http://www.spqr.fr rubrique « presse à l'école ».*

© Nadia Astruc

Lors de leur dernier Congrès, les Francas ont affirmé leur travail de lutte contre la pauvreté enfantine. Ils ont notamment décidé que « tous les enfants et particulièrement les plus pauvres » devaient être concernés par les activités de loisirs, qu'il fallait que les militants, comme les partenaires et les pouvoirs publics s'engagent « aujourd'hui à faire des propositions d'actions adaptées aux populations les plus pauvres », et que cette situation soit reconnue.

INITIATIVES

Lutter contre la pauvreté enfantine

Colloque franco-allemand

Les 9-10-11 novembre 2005, la ville d'Evreux a accueilli un colloque sur le thème « Enfance et Pauvreté ». Organisé en partenariat avec l'AWO, le principal interlocuteur allemand des Francas [1], il a regroupé à proportion égale, des acteurs de terrain français et allemands et des jeunes en formation BPJEPS [2].

Le thème de la pauvreté des enfants est un des axes de travail prioritaires des Francas pour les années à venir. L'orientation validée durant leur dernière assemblée générale vise à « apporter une attention plus forte aux enfants et aux adolescents en situation de précarité et de pauvreté… ». L'AWO considère cette lutte comme une priorité, et estime nécessaire d'examiner les mécanismes d'exclusion des systèmes éducatifs.

L'intervention de M. Dollé rapporteur de l'étude menée en 2004 par le Conseil Emploi et Revenus et Cohésion Sociale sur les enfants pauvres en France [3], sur le thème de « La pauvreté des enfants en Europe, en France et en Allemagne », les visites de structures, et les tables rondes, ont permis de connaître les actions menées dans les deux pays pour lutter contre la pauvreté. Des différences existent, mais les objectifs sont identiques. Plusieurs pistes de réalisations communes (stages pratiques, coopérations entre villes jumelées), ont été proposées. Il est apparu primordial d'inscrire cette préoccupation d'un point de vue politique et pratique dans une dynamique européenne.

1 - Les Francas ont organisé 14 colloques rassemblant près de 3 200 participants d'octobre 2005 à mars 2006. Synthèses finales disponibles sur : www.francas.asso.fr
2 - Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport
3 - http://www.cerc.gouv.fr/dossiers/pauvreteenfants.pdf

Les Francas de Charente se sont engagés sur ce dossier et ont mis en place, en avril 2004, une rencontre réunissant plusieurs partenaires : le conseil général de Charente, le Secours Populaire et une association poitevine « *Les tours se parlent* ».

Lors de cette journée, la responsable de l'action sociale du conseil général a souligné, à partir de deux exemples, les difficultés à dépasser pour lutter efficacement contre la pauvreté, et les éléments à connaître pour mieux comprendre ces situations. Les travailleurs sociaux rencontrent fréquemment des enfants qui ne veulent pas partir en séjour car ils sont, de fait, responsables de la famille. S'ils partent, ils ont peur que le petit frère ou que les parents ne mangent pas.

L'urésie est un des problèmes de santé lié aux phénomènes de pauvreté enfantine. Vers 6-7 ans ces enfants ont conscience de cette difficulté et préfèrent rester à la maison plutôt que d'être confrontés aux moqueries du groupe. Ces aperçus rejoignent les constats que l'on peut faire sur les problèmes repérés pour l'habillement, les repas manquants…

Trois évidences sont apparues suite à ces échanges. La première est l'insuffisance de l'information disponible concernant la réalité des situations de pauvreté des enfants et des jeunes sur le département de Charente. La deuxième est l'existence de connaissances éparses, mais malheureusement non partagées, et encore moins formalisées, permettant de comprendre les obstacles à la fréquentation des loisirs éducatifs et au départ des enfants en vacances. Enfin, il reste encore difficile d'identifier les leviers à actionner pour lever ces obstacles.

Dès lors comment et sur quoi agir ? Sans une réflexion globale et interdisciplinaire il y a peu de chance de trouver les moyens d'agir efficacement.

Une proposition

Concernant le manque d'information ou l'absence de référencement clair et exploitable, les Francas souhaitent remédier à cette situation. A travers leurs actions, ils veulent mieux connaître la réalité du phénomène de la pauvreté des enfants sur la Charente, cerner précisément la diversité des obstacles à la fréquentation de loisirs éducatifs, aux départs en vacances, repérer ce qui aujourd'hui empêche d'agir dessus, et élaborer en concertation avec les décideurs et acteurs de l'action éducative un ensemble de propositions d'action permettant de combattre efficacement les inégalités d'accès à la culture, à l'éducation et aux loisirs.

Concrètement, ils proposent que soient mis en place plusieurs groupes de travail, afin de réaliser une étude et des propositions sur ces phénomènes. Pour cela, un appui scientifique sera sollicité.

Ces groupes réuniront des animateurs, des travailleurs sociaux et des élus locaux et associatifs. Les personnes présentes pourront alimenter l'étude, formuler les propositions, analyser le réalisme de celles-ci, les expérimenter et produire rapidement des résultats d'expérimentation.

■ ***Stéphane Coudret***
francas16@club-internet.fr

> ***« Les travailleurs sociaux rencontrent fréquemment des enfants qui ne veulent pas partir en séjour car ils sont, de fait, responsables de la famille. S'ils partent, ils ont peur que le petit frère ou que les parents ne mangent pas. »***

Accompagner à la scolarité pour lutter contre la pauvreté

Depuis 1997, les Francas de Gironde ont développé des ateliers d'accompagnement à la scolarité sur la commune de Floirac, près de Bordeaux. Ces ateliers font partie intégrante du fonctionnement des accueils périscolaires élémentaires (6 écoles, environ 250 enfants).

Ces actions comportent deux types d'ateliers :

– Les ateliers d'aide au travail scolaire sont des espaces spécifiques. Les enfants y viennent à tour de rôle par groupe de deux à trois pour une séance qui n'excède pas vingt minutes. Ce sont les animateurs de l'accueil périscolaire qui encadrent cet espace. Des temps de concertation avec les enseignants permettent de structurer l'aide apportée à chacun. Les enseignants et les animateurs s'informent mutuellement de l'évolution des enfants.

– Les ateliers d'animation utilisent tous les supports qui permettent aux enfants de s'ouvrir sur leur territoire de vie, au monde culturel en général. Ils permettent également de réinvestir de façon ludique, des connaissances abordées pendant le temps scolaire (atelier bricolage par exemple).

Il ne s'agit pas de refaire la classe le soir, notamment pour les enfants en difficulté, mais de remplacer les parents qui n'ont pas la capacité ou le temps de les aider. De plus certains enfants ne fréquentent pas d'autres structures de loisirs. Les projets sont valorisés grâce aux manifestations municipales que nous co-organisons.

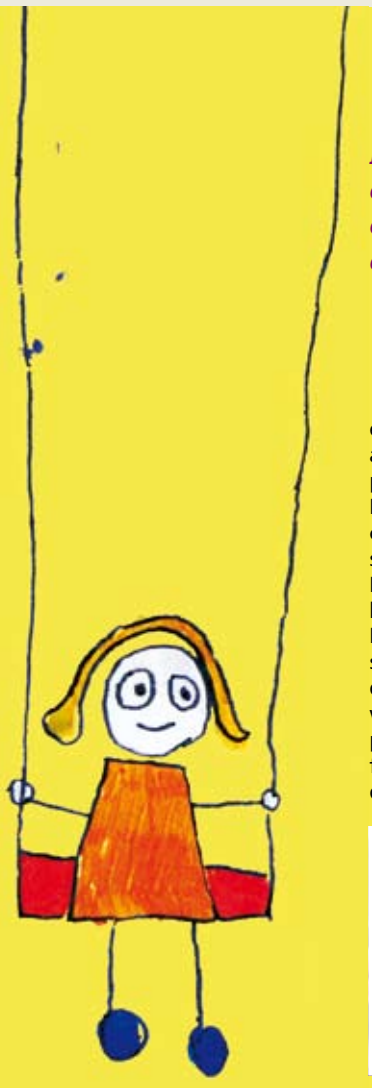
Une mobilisation plurielle

Nous ne sommes pas les seuls opérateurs des C.L.A.S [1] sur le territoire floiracais. Les deux centres sociaux développent également des actions. Les enseignants, en fonction des difficultés qu'ils repèrent, orientent les enfants vers les centres sociaux ou vers les Francas. La participation financière à l'activité dirige de fait les enfants les plus pauvres vers les centres sociaux qui pratiquent un tarif symbolique, l'accès au temps de loisirs n'étant pas une priorité financière pour les familles en grande difficulté.

C'est pourquoi, dans le cadre des équipes de réussite éducative, nous travaillons avec les partenaires du territoire pour mettre en place un dispositif d'aide aux enfants n'étant pas touchés jusqu'à ce jour par les autres dispositifs. Dans le cadre de ce projet nous proposons de les accueillir gratuitement au sein d'ateliers d'aide au travail scolaire, de soutien scolaire et d'activités socioculturelles.

■ ***Jérôme Strasbault***
jstrasbault@francas33.fr

1 - Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité



Partenaires pour une même cause

Les Francas de Seine-Maritime ont tissé des liens avec le Comité départemental du Secours Populaire depuis 2003 autour d'un projet associant plusieurs centres de loisirs du département. Il s'agissait d'unir nos efforts dans la promotion de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.

Le Secours Populaire fêtait en 2005 son soixantième anniversaire. A cette occasion, plusieurs initiatives se sont mises en place. Les Francas ont souhaité y associer les stagiaires de la formation professionnelle BPJEPS (Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport). Le président du Comité départemental, Pierre Lemarchand, est donc venu à leur rencontre présenter le Secours Populaire et ses actions. Le groupe de stagiaires, sensible aux valeurs défendues, notamment sur l'accès aux vacances, s'est mobilisé afin d'accompagner l'organisation d'une journée festive sur le département. Elle s'est déroulée le 21 juin 2005 à Rouen.

Cette journée s'inscrivait sur le parcours de la « *Caravane de la Solidarité* », qui traversait 57 villes de France du 15 juin au 24 août 2005. Plus de 3 000 enfants d'origine étrangère ont été accueillis par le Secours Populaire et ont retrouvé 60 000 mille autres enfants de la France entière au Stade de France à Paris pour une grande journée dédiée à la solidarité et à la fraternité.

Des stagiaires en action !

Emilie, Guy et Stéphanie, stagiaires BPJEPS proposent l'organisation d'un rallye « *Fête de la musique* », date oblige ! C'est en lien avec les bénévoles du Secours Populaire qu'ils ont travaillé pour faire de cette journée du 21 juin, une journée d'animation s'adressant aux enfants, aux adultes… et pour que chacun puisse soutenir à sa façon les actions du Secours Populaire. L'ensemble du groupe de stagiaires a été mobilisé sur l'animation de ce rallye dans la ville auquel une centaine d'enfants et leurs enseignants ont participé. Pour Stéphanie, ce fût « *une expérience riche, une journée où bénévoles du Secours Populaire et*

animateurs ont pu partager leurs expériences, leurs compétences. Cette initiative m'a permis de prendre conscience de l'ampleur des engagements du Secours Populaire et de l'intérêt à travailler main dans la main. »

Emilie, elle, a impliqué le Secours Populaire dans le cadre d'un projet qu'elle développait sur la structure où elle travaille. Lors du bilan de cette action, la complémentarité entre les deux organisations, notamment sur l'accès aux loisirs pour les enfants en situation de pauvreté, a évidemment retenue l'attention des Francas. Il nous reste à poursuivre, à expérimenter, à imaginer nos liens futurs pour œuvrer ensemble contre la pauvreté enfantine.

■ ***Nadège Peckre***
francas-76@wanadoo.fr

L'engagement : la continuité dans l'action

Que ce soit en tant qu'animateur, directeur de structure de loisirs ou élu à la mairie de Saint-Vincent-de-Tyrosse (Landes), l'engagement de Jean-Claude Sescousse pour les enfants n'a pas faibli.

Alors que j'étais élève en cours complémentaire, l'ancêtre du collège, un jeune professeur est arrivé et a créé le patronage. Je suis devenu animateur dès mes 16 ans. Je suis passé par tous les stades et mon cursus a été classique : animateur, instructeur (on dit formateur aujourd'hui), meneur d'activités, puis directeur du centre de loisirs de Saint-Vincent-de-Tyrosse jusqu'en 1974. Enseignant au collège, j'ai créé le centre aéré du jeudi avec des élèves de 3ème et des collègues, et nous avons constitué une équipe locale. Toutes mes vacances étaient prises avec les Francas.

Entre-temps je suis entré dans l'équipe départementale, créée dans les années 1960 à l'Ecole Normale, puis dans l'équipe régionale et nationale. J'ai également été délégué non permanent puis président de l'association départementale des Francas des Landes.

Du travail de terrain aux responsabilités associatives et politiques

Parallèlement, je me suis investi dans la vie de ma commune. En 1971 je suis entré au conseil municipal… pour n'en ressortir qu'en 2004, après avoir été premier adjoint pendant 12 ans, et maire 15 ans ! Et j'ai été chargé de l'éducation au conseil général des Landes. Je pense que ma place en Mairie a favorisé le développement d'une politique de l'enfance sur la ville. Dès 1971 nous construisions une crèche, une école maternelle, un centre de loisirs en dur, les trois dans un même lieu. Aujourd'hui, l'association des Francas gère tout ce qui est du domaine des loisirs pour les enfants.

Ce qui est important ce n'est pas ce qui a été réalisé en tant que tel, c'est surtout la démarche militante, et le fait qu'elle perdure et s'adapte aux nouveaux besoins de la société. C'est cette évolution sans fin qui fait la force de notre engagement.

> *Le Pionnier, selon* le Petit Robert, *est « l'Homme qui est le premier à se lancer dans une entreprise, qui fraye le chemin ». Nous sommes tous les enfants de bâtisseurs. […] nous sommes, nous-mêmes, bâtisseurs ; tous des pionniers !*

Le Pionnier, selon le *Petit Robert*, est « l'Homme qui est le premier à se lancer dans une entreprise, qui fraye le chemin ». Nous sommes, ainsi, tous, les enfants de bâtisseurs. Mais c'est aussi celui qui est « employé aux travaux de terrassements » : en cela nous sommes, nous-mêmes, bâtisseurs ; tous des pionniers !, comme le démontre excellemment l'ami Pierre Campmas[1].

Quarante-six ans de vie de terrassier m'ont appris que chacun n'est qu'un maillon de la chaîne : il est responsable du maillon suivant qui poursuivra l'engagement au service de l'enfance et de la jeunesse. Le monde change sans cesse et il faut s'adapter aux nouvelles réalités, mais l'être humain reste l'être humain. Y a-t-il plus bel engagement que de militer pour que l'enfant devienne l'homme le plus libre possible ? Pour une société la plus démocratique possible, fondée sur les valeurs de la République ? Avec en toile de fond la laïcité ?

Certes, il aura fallu quarante ans pour passer du petit centre aéré à l'engagement unanime de 23 communes de la Communauté Maremme-Adour-Côte Sud dans une politique de l'enfance et de la jeunesse, mais les Francas sont toujours là pour proposer, aider à la décision, agir.

Il y faut de la patience, de l'obstination et de l'enthousiasme. Seul, on ne peut pas grand-chose, mais en groupe, où chacun apporte ses idées, son savoir-faire et son temps dans la mesure de ses possibilités, on peut donner un sens à son existence.

S'engager

Cet engagement militant aux Francas a été pour moi, comme pour beaucoup d'autres, un « fil rouge » aux différentes étapes de ma vie. Peut-être parce qu'on m'avait donné très tôt la chance d'exercer de vraies responsabilités (quel dommage que des réglementations livresques ne le permettent plus !). Sûrement parce que je me suis retrouvé dans des équipes de terrassiers qui n'ont cessé de défricher des terres nouvelles. Sans doute parce que je sais que l'outil est repris avec plus de vigueur. Enfin, et surtout, parce que j'ai trouvé aux Francas une amitié et un respect de l'autre que, parole d'expérience, on ne trouve guère dans beaucoup de structures !

Les Francas ont donné un sens à ma vie, des objectifs humains, politiques au sens large, un engagement dans la société, appliqués dans mes responsabilités électives. Ils m'ont donné une vision de l'Homme, de la société, de la liberté, de la démocratie, avec l'idée que c'est un travail permanent, que rien n'est jamais acquis, et que la chaîne ne doit pas être rompue, surtout au plan local.

Bref, une vraie laïcité… et une vraie valeur à faire partager aux enfants et aux jeunes.

■ Propos recueillis par ***Nadia Astruc*** auprès de ***Jean-Claude Sescousse***

1- *Camaraderie* n°270

© DR

Phase de valorisation d'un projet mis en place par une aide éducatrice et l'animateur radio des Francas du Loiret, cette émission a été réalisée à l'occasion de la Journée de l'Enfant et de l'Adolescent, manifestation orléanaise.

Sur le temps périscolaire, de 17 h à 18 h, une fois par semaine, un atelier radio ouvert à un groupe de huit enfants de CE2 et CM2 a débuté quelques semaines auparavant. Pour que cela fonctionne, le matériel technique est nécessaire, mais ils faut surtout que les enfants connaissent les étapes d'une émission, la façon dont elle est pensée, le travail attenant...

AGIR : MODE D'EMPLOI

« Bonjour Imaine, bonjour Abdelack, chères auditrices, chers auditeurs vous êtes bien sur Radio Francas 98.7 FM, rubrique « échojeunes » réalisée par les élèves de l'école Romain-Rolland. Aujourd'hui une interview sur la violence avec Gracia, Latifa, Imaine et Christopher, un compte-rendu sur la pollution de l'eau avec Billal, Issam et Abdelack, et une poésie sur la violence par Naima, Sandra et Morgan. »

Tu as ton micro?

Découvrir le radio

La réalisation d'une émission radio avec les enfants peut se construire en huit étapes. C'est en tout cas ainsi que nous avons fonctionné pour ce projet… et qu'il a réussi !

Pendant la première séance le projet a été présenté de façon générale : la création de l'émission et son animation. Il s'agissait aussi de découvrir le matériel radiophonique, du micro a l'antenne, la chaîne du son, et la façon de capter la radio chez soi. Une information sur le cadre législatif a été menée, suivie de la remise d'un petit dossier (Conseil Supérieur de l'Audiovisuel pour la réglementation liée aux médias, Société des Auteurs Compositeurs et Editeurs de Musique, pour la diffusion musicale). Avant la fin de la séance, première mise en situation : micros et enregistrement. Chacun s'est présenté, et s'est réécouté. Cela permet de rendre l'outil accessible.

Décrypter les mécanismes de l'information

Pour la deuxième séance, nous avons donné les moyens aux enfants de décrypter les mécanismes de l'information. Pour cela, ils écoutèrent une émission et répondirent à diverses questions : vers qui, pourquoi, quoi, comment, où, avec qui, quand… ?

Ils ont ensuite écouté une autre émission et en ont dégagé sa structuration : générique, présentation, premier sujet, pause musicale, deuxième sujet…

Enfin, sous forme de brainstorming, les enfants donnèrent des idées de rubriques ou sujets à traiter : l'obésité des Américains, la violence, la musique…

Construire l'émission

Le troisième jour était consacré aux choix des thèmes, par vote. Les trois retenus (violence, pollution de l'eau, comportement des adolescents) ont été répartis et la forme sous laquelle ils allaient être traités, choisie. L'émission a ensuite été structurée.

Les deux séances suivantes se sont passées en petits groupes. Dans un premier temps ils répondaient aux différentes questions pour produire de l'information (vers qui ?…) puis ils recherchaient les informations dans les journaux, les livres, auprès des gens… Enfin, ils rédigeaient leur article ou commençaient leur interview.

La sixième séance était consacrée à la mise en forme des différents travaux : choix de ce qui serait gardé, mise en forme, répartition de l'article entre les intervenants, répétition… Le reportage sur le comportement des ados ayant pris trop de retard, le groupe a décidé de l'annuler et de mettre à la place une poésie sur la violence.

Au cours de la septième séance, les enfants ont créé la présentation de l'émission, les intermèdes… Elle a aussi été synonyme de répétitions.

La communication sur l'émission a été produite durant la dernière séance. Les enfants créèrent des affiches (choix du type, informations à y mettre, réalisation, multiplication…) et allèrent les poser.

Jour « J » : le direct

Puis le direct, moment où l'on est en situation totale de communication… Un bilan avec les enfants et l'aide éducatrice permit par la suite de prolonger le projet par la visite de Radio Campus Orléans et la mise en place sur celle-ci, de la rubrique « échojeunes ».

Dans le cadre scolaire ou sur le temps de loisirs, la radio est bénéfique pour les enfants et les jeunes : apprentissage de la citoyenneté, implication des enfants et des jeunes dans la vie locale, capacités d'expression écrite et orale favorisées, organisation dans un groupe réduit encouragée, appropriation de leur environnement et action qu'ils ont développées dessus.

Pour trouver un diffuseur, la liste des radios associatives (www.csa.fr) et les projets de radios itinérantes Francas avec attribution temporaire de fréquence FM, sont des pistes.

Prenez le micro, vous avez la parole !

© DR

■ *Julien Duguet*
francas.45@wanadoo.fr

Accueillir c'est déjà former !

Préparer un reportage en région lors d'une session de formation BAFA implique des choix : si l'on veut faire vivre des valeurs aux jeunes en formation, il faut trouver un centre qui les partage sur le papier et les fasse vivre au quotidien. En arrivant au Domaine du Thoré, dans le Tarn, la première impression est la bonne. L'univers qui nous entoure est celui de l'éducation populaire et de ses projets, sous-tendus par des valeurs fortes, totalement appliquées ici.

Cette structure d'accueil est surtout connue pour son engagement en matière d'éducation à l'environnement et au développement durable. Les enfants venant au centre de loisirs, comme les jeunes inscrits en formation pour devenir animateur, y sont sensibilisés dès leur arrivée. Immergés dans ces pratiques, dans ces façons de concevoir l'environnement, ils les ré-utiliseront pour eux ou lors d'encadrements futurs.

Camaraderie a rencontré Maurice Tournier, responsable de l'établissement.

« *Le Domaine est identifié comme " centre Francas " depuis de très nombreuses années et une convention a été signée en 2000. La première session de formation du département s'est faite ici, il y a environ 25 ans. Nous accueillons des enfants inscrits en centre de loisirs, des stages divers (BAFA, formations de pompiers volontaires…), des classes transplantées… Un de nos buts est de montrer aux enfants, aux jeunes et à leurs familles, qu'il est possible de vivre bien, même en collectivité, dans un centre à la campagne et en respectant l'environnement.* »

Des relations enrichissantes

« *Ce partenariat avec un mouvement d'éducation populaire est important pour l'équipe d'animation. Cela nous permet de garder une continuité dans ce qui a été mis en place en terme de recherches et de pratiques pédagogiques, de nous remettre en question en permanence. Toutes les personnes appartenant à l'équipe de direction encadrent au moins une fois par an une session de formation. C'est un bon moyen de rester au contact des jeunes, des techniques, mais aussi d'apprendre ! Nos échanges avec la Fédération sont réels : nous savons ce qui se fait au niveau national, et eux profitent des informations du Domaine pour l'environnement… Comme il y a un grand nombre de stages organisés ici, les relations avec les jeunes et les formateurs nous font tous avancer sur le plan pédagogique. La structure étant aussi centre de loisirs, chacun peut se rendre compte concrètement de que qu'il y est fait, de ce qu'il est possible de faire avec les enfants en terme d'éducation à l'environnement.* »

Donner envie de…

« *Notre souci de qualité ne se borne pas au centre en lui-même ou aux apports de savoirs sur l'environnement. Nous voulons être une sorte de vitrine pour les jeunes. En voyant ce qui se fait ici, nous voulons leur donner envie d'aller plus loin. Certains jeunes de la session en cours ont clairement compris les valeurs et s'interrogent sur eux-mêmes, d'autres nous ont dit qu'à leur retour ils achèteront plus de poubelles pour pouvoir faire le tri* [1] *!*

Nombre de formateurs se réfugient dans le théorique et les ateliers d'activités sont pauvres. Le mélange possible entre le développement durable et les activités scientifiques et techniques offre beaucoup de possibilités. Donner des billes aux futurs animateurs pour qu'ils réinvestissent certains domaines quelques peu oubliés, tel est aussi un de nos objectifs. Profiter de ce qui se fait au plan local, trouver des idées, utiliser des outils nouveaux… Ce va-et-vient permanent, où chacun amène ses connaissances, se questionne, permet l'émulation essentielle dans toute formation.

Nous vivons au quotidien les valeurs et les messages des Francas. C'est pour cela que nous avons fait des avancées significatives dans les domaines du développement durable ou de l'éveil musical, et que nous associons tout le personnel dans les décisions. Nous portons une grande attention à ce que chacun soit reconnu dans son travail. Nous espérons que les habitudes de vie, les outils proposés, transmis dans le cadre d'une formation BAFA par exemple, seront exploités et repris à l'extérieur.

Grâce à sa situation géographique et aux installations réalisées dans le cadre des énergies renouvelables (éoliennes, panneaux solaires…), cette structure permet d'organiser des stages particuliers. C'est souvent le cas : en fonction de ce qu'une installation apporte, de sa situation, de son fonctionnement, de ses idéaux, les formateurs construiront la session différemment. »

■ Propos recueillis par
Nadia Astruc
francas.labastiderx@wanadoo.fr

1 - Voir aussi la rubrique *C'est à vous !* p.23

DES CLÉS POUR COMPRENDRE

La mise en vie du principe de laïcité au Centre de loisirs

p.10 **La mise en vie du principe de laïcité au Centre de loisirs**

p.12 **Travail d'apprentissage sur l'attitude laïque**

Faire participer les filles aux activités des centres de loisirs

p.13 **Partenariat et laïcité**

p.14 **La participation des enfants dans le centre de loisirs : un moyen d'apprendre à vivre ensemble**

p.15 **Vivre la laïcité pour mieux vivre ensemble**

p.16 **Jouons ensemble avec nos différences**

Les expériences de ce dossier témoignent d'une mise en vie quotidienne du principe de laïcité avec les enfants et les adolescents.
Pour accompagner vos initiatives, la Fédération nationale met à disposition un outil (un CD-ROM, un poster et une plaquette) en direction des acteurs éducatifs, fruit de contributions de militants Francas depuis plus d'un an. Vous pouvez vous le procurer auprès des Associations départementales des Francas ou de la Fédération nationale (www.francas.asso.fr).

Ont contribué à ce dossier : Mohamed Akrouti, Magali Belin, Jocelyne Carron, Magali Comptier, Frédéric Fonteneau, Guy Jovani, Françoise Leroy, Florence Macon, Corinne Misler, Bernard Noly, Maryse Petit, Corinne et Dominique Peyre, Jean-Paul Sposito, Nancy Vuiraud, Geneviève Yvon

La laïcité est un pilier de la République, un des principes forts de la démocratie française. Elle s'est construite progressivement en s'appuyant sur les avancées qu'ont constitué les études, les débats, les textes et les différentes références produits par la Révolution française de 1789. Retours sur une histoire qui se construit encore aujourd'hui…

La mise en vie du principe de au Centre de loisirs

Encyclo

Laïcité

Au Moyen Age, « laïque » se disait d'un chrétien baptisé ne faisant pas partie du clergé mais du peuple (laïque vient du grec laikos, *dérivé de* laos, *peuple).*
A partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, la laïcité s'est entendue comme une doctrine visant à la neutralité entre les différentes conceptions religieuses et philosophiques, notamment au sein de l'école. Plus généralement et au niveau institutionnel, elle désigne la séparation entre ce qui relève du politique et ce qui relève du religieux (loi de 1905 en France sur la séparation des églises et de l'État).

La déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

Article 10 : Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, mêmes religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

Partenariat

La séparation

La Ligue de l'enseignement édite un DVD du film La séparation, *ainsi qu'un DVD interactif avec plus de deux cents séquences dynamiques : présentation de la loi (1905), entretiens avec trente personnalités, un spectacle, des images, des archives, une bibliographie.*
***Pour plus d'informations** : http://www.laligue.org/laligue/index.html et www.laicite-laligue.org*

Cette valeur, qu'est la laïcité, s'est ensuite incarnée dans la loi de 1882 (qui a créé l'Ecole publique laïque, gratuite et obligatoire) qui sans être une loi sur la laïcité, l'inclut en affirmant que l'instruction religieuse appartient aux familles et à l'Eglise et qu'elle est hors des programmes scolaires. Elle s'est formalisée davantage par la loi de 1905 qui consacre la séparation de l'Etat et de l'Eglise tout en assurant la liberté de conscience de chacun : « *La République assure la liberté de conscience* ». « *La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte* ».

Elle est réaffirmée dans la *Constitution française* de 1958 à l'article 2 : « *La France est une République indivisible,* →

laïcité

Pour poursuivre la réflexion

La Fédération nationale met à disposition un outil (un CD-ROM, un poster et une plaquette) en direction des acteurs éducatifs, fruit de contributions de militants Francas depuis plus d'un an.

Vous pouvez vous le procurer auprès des Associations départementales des Francas ou de la Fédération nationale.

➜ *laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances* ». Elle est encore présente dans la loi du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics.

La laïcité : liée aux Francas depuis toujours

En 1944 la laïcité a été une des valeurs fondatrices des Francas, principe dont ils se sont revendiqués tout au long de leur histoire. Réaffirmée comme élément fondamental de leur projet en 1995 au congrès de Toulouse, ses dimensions philosophique, éthique, politique, juridique, éducative ont été développées à cette occasion. En 2004 au Congrès de Nantes, l'attachement, toujours d'actualité, à ce principe (entendu comme la reconnaissance et le respect réciproques) a été réaffirmé. Celui-ci demande à être périodiquement réexaminé et soumis au questionnement de manière à rester un élément dynamique dans la réflexion comme dans l'action. Le Mouvement poursuit aujourd'hui cette réflexion pour favoriser la mise en vie du principe de laïcité dans les structures de loisirs éducatifs.

Rejetant les dérives que peuvent entraîner l'individualisme et le communautarisme, la question du vivre ensemble doit être au cœur des projets des équipements accueillant des enfants et des jeunes. C'est avec ce souci de laïcité que ces équipements sont encouragés à lutter contre les discriminations et à rechercher la mixité (de genre, sociale…) des publics qu'ils accueillent (pour favoriser l'accès de tous à des loisirs de qualité) en veillant à ce que chaque enfant, quelles que soient son origine et ses croyances religieuses (ou ses non croyances), trouve sa place dans les propositions qui lui sont faites. En ce sens, ces structures doivent reconnaître la place des parents dans la construction des loisirs éducatifs de leurs enfants, et créer les conditions d'une écoute et d'un respect réciproques. Les structures doivent intégrer, dans leur fonctionnement avec les publics, l'élaboration collective de règles (en référence à leur projet éducatif) permettant de prendre en compte, dans la mesure du possible, les attentes et les demandes spécifiques de chacun, tant qu'elles ne s'opposent pas au principe du vivre ensemble et à ceux intangibles et universels que sont les Droits de l'homme et les Droits de l'enfant.

Un principe à vivre !

L'enjeu, en faisant vivre le principe de laïcité au quotidien, est bien de permettre, à tous les enfants et les jeunes de bénéficier d'une action éducative de qualité (notamment pendant leur temps libre) qui valorise la diversité des cultures au service du vivre ensemble et la participation des enfants à la construction de leurs loisirs [1]. Il est ainsi possible d'organiser dans les centres de loisirs des activités permettant une meilleure connaissance de l'autre [2].

Les animateurs doivent avoir conscience qu'en tant qu'éducateurs leur attitude personnelle a une influence dans le développement des projets éducatifs collectifs qu'ils sont amenés à conduire ou à accompagner. Cette prise de conscience peut se réfléchir sur des temps de formation, comme en témoignent les Francas de Normandie en page 12.

Conscients de cette influence, les animateurs devront adopter en toutes circonstances une attitude laïque basée sur le respect de l'autre et de ses différences, qui permette de favoriser l'autonomie des enfants dont ils ont la charge, leur construction citoyenne et leur capacité d'écoute et d'ouverture. Par attitude laïque, il faut comprendre la cohérence entre les convictions initiales et les actions menées, la prise en compte des avis de tous (enfant, équipe d'animation), et le respect de l'autre [3]. Cette attitude laïque devra être travaillée en équipe, en lien avec les projets pédagogiques des centres, afin de définir des cadres de fonctionnement, dans le respect de la législation, permettant à un maximum d'enfants de partager des activités, des idées, des projets… Les règles et le projet éducatif élaborés collectivement pourront être affichés pour mieux informer les familles, mais aussi être débattus, et éventuellement construits, avec elles. Le cadre de fonctionnement pensé conjointement pourra alors permettre aux équipes d'anticiper un certain nombre de demandes émanant des enfants et/ou de leurs familles afin de pouvoir apporter des réponses cohérentes, partagées par l'ensemble des animateurs et en lien avec les projets des structures. On peut citer l'exemple de l'association RIVES [4] qui a défini une ligne de conduite sur l'alimentation et le recrutement des équipes à partir d'une élaboration collective. Enfin, pour permettre l'accueil d'une plus grande diversité de publics, les principes de mixité sociale, culturelle et de genre, devront être présents tant dans les projets des structures que dans ceux des territoires, notamment dans le lien à l'Éducation nationale comme en témoigne l'expérience conduite à Amiens page 13. Cette mixité devra aussi être prise en compte lors de la constitution des équipes d'animateurs.

Et si nous pensons aux Francas que la laïcité ne doit pas forcément faire l'objet d'activités en tant que tel, nous sommes convaincus qu'elle doit être un fil conducteur des structures de loisirs éducatifs et qu'elle doit se décliner au quotidien tant dans l'accueil des enfants que dans la relation avec leurs familles.

> *« Par attitude laïque, il faut comprendre la cohérence entre les convictions initiales et les actions menées, la prise en compte des avis de tous (enfant, équipe d'animation), et le respect de l'autre. »*

■ ***Bernard Noly***
francasbn@wanadoo.fr

1 - Voir page 14, 2 - Voir page 16, 3 - Voir pages 12-13, 4 - Voir page 15

Travail d'apprentissage sur l'attitude laïque

Lors d'un stage de formation générale de directeur en 2005 dans la commune de Gravigny (Eure), l'équipe pédagogique de l'Union Régionale des Francas de Normandie a décidé de travailler sur le thème de la laïcité avec l'ensemble du groupe, et ce, dès le début de la session.

Après un travail de présentation des stagiaires, l'équipe de formation a présenté les Francas à l'aide du dossier repère « *mettre en vie le principe de laïcité pour les Francas, sur le champ des loisirs éducatifs* » élaboré par la Fédération nationale en novembre 2004.

Une lecture des éléments de définition et de la démarche permanente de sensibilisation et de questionnement aux Francas a permis de donner les bases communes à l'ensemble des stagiaires. Ensuite, un tour de table nous a montré que bon nombre d'entre eux avaient expérimenté et mis en vie des projets en lien direct avec la laïcité (intégration de cultures différentes, égalité entre les filles et les garçons…).

De ces échanges, plusieurs points intéressants pour la formation ont été dégagés :
– la laïcité est un point abordé et vécu en centre de vacances et de loisirs mais ne figure pas expressément en tant que concept dans chaque projet éducatif ou pédagogique,
– le directeur d'une structure se doit d'être le garant de cette valeur,
– le directeur, ainsi que son équipe, doivent prendre en compte ce principe dans la réalisation de leur projet, en ayant un savoir être, un comportement, des actions et des réactions adaptées à l'accueil d'enfants et de jeunes, quelles que soient leur origine culturelle, sociale, cultuelle… le but étant bien le respect mutuel.

Ce travail amorcé dès le premier jour du stage a fait émerger de nouvelles réflexions. Sur le même mode de fonctionnement, nous avons consacré un temps important autour de la notion de citoyenneté. Les stagiaires ont effectivement fait un parallèle entre ces deux notions quant aux remarques formulées.
Pour la dynamique du stage, ces différents moments de discussion et de production ont amené les stagiaires à se positionner, à argumenter et à défendre leurs idées en petit ou en grand groupe. Il est important de constater que ces notions ont émergé lors des divers ateliers de projet, jusqu'aux productions finales présentées à l'ensemble des stagiaires, des formateurs ainsi qu'à quelques élus de Gravigny. A titre d'exemple, un groupe a abordé la laïcité lors d'une présentation du projet éducatif aux parents en début de séjour au centre.

Appliquer la laïcité dès le commencement

Finalement, il convient de constater que les directeurs ne connaissaient pas ou très peu cette notion de laïcité. Le fait de débuter le stage par là a permis à tous de se mettre d'accord sur une définition du terme, une clarification du rôle du directeur quant à cette valeur, ainsi qu'une remise en cause pour certains d'entre eux de leurs a priori et de leurs propres façons de penser et d'agir dans leur structure.

La phrase « *le respect de tous par tous dans un même lieu* » est devenue la référence durant cette session.

Actuellement, ils sont nombreux à inclure ce principe sur leur structure dès l'élaboration des règles de vie entre animateurs et enfants. De plus, cela a enclenché un travail plus en profondeur en ce qui concerne notamment l'accueil, le recrutement, le lien aux familles… qui sont des contenus du cursus de formation pour le Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur (BAFD).

■ ***Frédéric Fonteneau***
ffonteneau@francasnormandie.fr

Faire participer les filles aux activités des centres de loisirs

En 2003, les directeurs, les animateurs permanents et quelques parents bénévoles de quatre maisons de l'enfance du quartier des Hauts de Chambéry en Savoie, faisaient deux constats : la diminution de la présence des filles de 9 à 13 ans aux activités des Centre de Loisirs Sans Hébergement (CLSH), et le refus des animatrices d'origine maghrébine de participer à certaines activités.

À l'occasion d'un débat sur la laïcité, organisé par l'Association Départementale des Francas de Savoie, les participants rappelaient leur attachement aux valeurs éducatives des rencontres interculturelles et leur volonté d'accueillir tous les habitants du quartier.

Les associations enfance jeunesse du quartier ont donc mis en place, depuis deux ans, un projet visant à permettre une meilleure mixité dans les activités de loisirs, s'appuyant sur une démarche collective de discussions, et d'élaboration d'arguments pour convaincre.

Trois types de démarches

Concernant les familles, nous prenons le temps de discuter avec elles, et de faire en sorte que même les mamans ou grandes sœurs voilées viennent au CLSH pour les inscriptions ou participent aux manifestations festives. Nous communiquons sur l'enjeu des activités collectives.

L'écoute des réticences des familles est primordiale. Nous devons essayer de les convaincre d'inscrire les plus jeunes au CLSH afin que les grandes sœurs (10-13 ans) puissent participer aux activités de l'animation de rue. Pour amener

les parents des jeunes filles maghrébines à les autoriser ou à les encourager à participer à des activités collectives extérieures à celles de la famille, les discussions ont été accrues. Enfin, il ne faut pas minorer les explications sur l'organisation des activités et en particulier celles qui nécessitent une tenue vestimentaire spécifique (séparation des vestiaires, mais activités des filles et des garçons ensemble...).

Pour les animatrices, nous tentons au maximum : de les informer des règles de fonctionnement de la structures, qui visent à faire respecter l'intégrité de chaque individu et interdisent tout prosélytisme, de discuter systématiquement des problèmes rencontrés et d'apporter des réponses personnalisées. Pour la tenue vestimentaire par exemple, une vigilance constante est nécessaire, car la mode comme la pression culturelle, ne facilitent pas le choix des filles : on peut rappeler que les activités physiques réchauffent et qu'il est plus facile de faire du sport en short ; que se changer évite de rester mouillé après avoir transpiré ou fait des jeux d'eau ; qu'avec des baskets les chevilles sont mieux protégées sur un sol irrégulier…

Nos actions touchent aussi les enfants. Nous suscitons systématiquement la discussion entre eux, filles et garçons, lorsqu'ils émettent une remarque désobligeante sur une tenue ou sur ce qu'ils croient être la place de tel ou tel individu. Nous leur rappelons l'égalité des droits des filles et des garçons, et nous essayons de leur faire comprendre les différences d'appréhension des rôles venant des diverses cultures familiales.

Un groupe de suivi a été formé pour mettre en place un réseau d'échanges de pratiques entre les directeurs et les animateurs. Il permet de discuter de ces actions, notamment dans les conseils d'administrations des Maisons de l'enfance, et de mesurer l'impact des actions engagées sur l'évolution de la mixité dans les groupes.

■ Propos recueillis par ***Jocelyne Carron*** auprès de ***Françoise Leroy***, directrice du CLSH Le Nivolet, Chambéry
francas73@club-internet.fr

Partenariat et laïcité

Créer des passerelles sur le territoire en produisant des espaces de rencontre pour des publics d'origines sociales différentes et montrer que construire un projet collectif est réalisable, tel furent les buts du partenariat entre différentes unités éducatives d'un quartier d'Amiens. La complémentarité avec l'école impose des règles : projet partagé, connaissance réciproque, actions communes de formation. Elle suppose aussi la relation avec les collectivités territoriales.

Ces composantes réunies, les Services Politique de la Ville sur Amiens Métropole et les Francas de la Somme, se sont intéressés au quartier St-Maurice, ancien quartier de tradition textile fortement touché par la crise industrielle dès le début du XX^{ème} siècle.

Fort des constats tels que résultats scolaires inquiétants, sensation de perte d'identité et d'abandon de la population, implantation de grandes écoles (Ecole Supérieur d'Art et de Design, Faculté des Arts, Ecole Supérieure Ingénieur), il semblait pertinent de mettre en place une action permettant d'apporter aux enfants un soutien scolaire, mais également faire en sorte que l'implantation de ces écoles, et l'arrivée massive de la population étudiante, ne soient pas source d'exclusion mais bien au contraire source de richesse et de mixité sociale.

En 2002, le projet Activités Scientifiques à l'ESIEE (Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Electrotechnique et Electronique) a pu voir le jour après un travail partenarial avec l'Education nationale (enseignants de l'école élémentaire du quartier), le principal du collège de rattachement, la coordonnatrice Réseau Enseignement Prioritaire, le chef de projet politique de la Ville, et le directeur de l'école d'ingénieur.

Sous la houlette de l'animatrice départementale des Francas de la Somme en charge du secteur scientifique, ce sont douze étudiants qui, chaque année, accueillent une trentaine d'enfants du cycle 3 et des classes de 6ème et 5ème habitant le quartier.

Ces ateliers se déroulent au sein même de l'école d'ingénieurs, permettant aux enfants de découvrir les principes de base de la science en créant des objets, d'acquérir des connaissances techniques et scientifiques, d'aborder la démarche scientifique (observation, émission d'hypothèse, expérimentation…).

Un relationnel positif pour tous

Il existe une volonté réelle de continuité entre les programmes scolaires et les réalisations effectuées dans le cadre de ce projet répondant aux objectifs de la charte d'accompagnement à la scolarité.

Ce projet s'inscrit parfaitement dans l'ouverture de l'école sur son quartier, en veillant à y faire prendre toute leur place aux habitants.

Les temps d'évaluation font apparaître toute la richesse de ce partenariat basé sur le partage des connaissances au service de la lutte contre les inégalités scolaires et sociales.

On ne peut que se réjouir des liens qui se tissent entre les enfants et les étudiants, de la fierté des familles qui entrent dans cette école supérieure pour accompagner leurs enfants, pour assister en fin de module à la présentation des réalisations sous le regard des institutions et des élus.

Le partenariat volontaire refusant toutes les discriminations, les propagandes et les prosélytismes est sans aucun doute un formidable outil, là où l'injustice est la plus grande, à une meilleure participation des populations en difficulté, à de meilleures relations entre l'école et son environnement… en bref, une illustration possible de la laïcité !

■ ***Maryse Petit***
mar.petit@amiens-metropole.com

La participation des enfants dans le centre de loisirs : un moyen d'apprendre à vivre ensemble

L'idée de réaliser un document d'aide à la mise en oeuvre des « droits de participation » des enfants [1], est venue à la suite de demandes répétées de directeurs de centres de loisirs et d'animateurs, confrontés à la difficulté que représente la mise en actes au quotidien, de ces droits.

Pour beaucoup d'animateurs, par exemple, permettre aux enfants de choisir leur activité est une manière de mettre en œuvre la participation. Mais la façon dont ce choix est fait manque souvent d'une réelle ambition éducative et donc des apprentissages nécessaires pour faire des choix. Elaborer des règles de vie dans un groupe est une manière de mettre en place la participation. Or l'observation des pratiques dans ce domaine montre que les enfants n'élaborent plus des règles, mais récitent des règles déjà définies dans d'autres lieux, sans plus de signification, et plus ou moins utilisées ensuite...

Comme nous en avons l'habitude aux Francas du Var, un petit groupe de travail s'est constitué et a élaboré un guide pratique[2] à l'usage des animateurs et directeurs et une journée d'étude (réalisée en 1999, avec la participation de Pierre de Rosa et Jean Le Gall, bien connu pour son travail sur la participation à l'école).

> *« Il apparaît que la citoyenneté n'est pas une discipline qui s'enseigne et qu'elle est en réalité une pratique quotidienne qui doit s'exercer. »*

Vivre ensemble nécessite des compétences spécifiques qui vont s'exercer dans tous les lieux collectifs dans lesquels les enfants se retrouvent. Le centre de loisirs (CL) est indéniablement l'un de ces lieux, et la formation des animateurs doit intégrer cet aspect de manière plus pointue.

Bien que le point de départ soit la question de la mise en œuvre de la participation des enfants dans le CL, nous avons d'abord pris le temps de rattacher cette volonté au concept de citoyenneté. En effet, vouloir promouvoir la participation est un moyen d'affirmer une volonté de formation du futur citoyen. Les racines, évoquées dans le guide, vont de l'apprentissage de la démocratie aux valeurs de la déclaration des Droits de l'Homme, de la Convention internationale des droits de l'enfant aux principes de laïcité, et d'une vision résolument progressiste de l'Homme.

Pratiquer en plus d'enseigner

Cependant très rapidement, et c'est bien là le cœur des difficultés pour les animateurs, il apparaît que la citoyenneté n'est pas une discipline qui s'enseigne et qu'elle est en réalité une pratique quotidienne qui doit s'exercer : savoir écouter (ou apprendre à écouter les autres), apprendre à respecter le droit des autres à s'exprimer, savoir apporter un sens critique (négatif ou positif) à toute discussion, prendre une décision seul ou avec ses pairs, accepter de bénéficier de l'expérience des adultes. Cette expérience, les adultes ne doivent pas l'imposer car chacun construit la sienne, mais ils doivent la proposer comme aide à la décision. Il s'agira aussi souvent pour eux d'arbitrer.

Et tout cela est demandé à des animateurs volontaires, mais peu aguerris à ce genre de pratique concrète, et n'en ayant pas toujours eux-mêmes une maîtrise complète.

Ce guide pratique ne résout pas tous les problèmes. Il met l'accent à la fois sur les fondements qui sous-tendent les actions de mise en œuvre du droit de participation des enfants et proposent quelques pistes méthodologiques pour agir dans les CL, et sur l'entrée des animateurs dans une dimension de leur action : l'accompagnement des enfants et des jeunes à prendre part d'une manière plus consciente aux pratiques sociales qui structurent notre société.

■ ***Geneviève Yvon***
gy.francas.var@wanadoo.fr

1 - Tels qu'ils sont décrits dans la Convention Internationale des Droits de l'Enfant
2 - À télécharger sur http://perso-wanadoo.fr/francas83

L'Association R.I.V.E.S.[1] à Vauvert, est une association gardoise plus particulièrement sensibilisée aux questions relatives à la mise en œuvre du principe de laïcité. Elle organise, depuis de nombreuses années, la restauration scolaire sur l'ensemble du territoire communal [2]. C'est sur les thèmes relatifs aux interdits, aux pratiques alimentaires que trois animateurs, le président et trois responsables de secteurs se sont exprimés plus particulièrement.

Vivre la laïcité pour mieux vivre ensemble

Existe-t-il des domaines qui vous demandent des réponses adaptées dans la mise en œuvre du principe de laïcité ?

Nous avons eu quelques difficultés notamment sur l'habillement et la participation des animatrices de confession musulmane à certaines activités. Dès les entretiens de sélection, nous pensons indispensables de vérifier que la personne pourra assurer totalement la mission qui lui sera confiée. C'est bien sur le plan de la pratique et de la déontologie professionnelles que nous nous plaçons. Il s'agit d'éviter toute dérive discriminatoire et de poser très clairement, le plus tôt possible, le cadre de la mission professionnelle, les attentes des organisateurs et les réponses du personnel.

Est-ce également possible dans le domaine de l'alimentation ?

C'est plus délicat car quotidien. Nous avons adopté un principe : ne pas obliger tout le monde à manger de la viande hallal sous prétexte que cela ne se voit pas et que cela ne fait pas de mal à ceux qui ne sont pas croyants. Si, pour les musulmans, le remplacement du porc par une autre viande ou aliment protidique est adopté depuis très longtemps, nous n'avons pas voulu avoir une réponse du même type pour la viande hallal : il s'agit d'une pratique « culturelle » et non d'un strict interdit religieux. Nous ne faisons pas de plats distincts pouvant marquer ou créer des différences. C'est l'incitation au vivre et donc au manger ensemble qui guide nos positions. L'attitude professionnelle des animateurs, anciens ou nouveaux, est également interpellée. Nous veillons à leurs comportements personnels à table : ne pas imposer une pratique alimentaire inspirée de principes religieux, ne pas afficher de façon ostentatoire sa différence lors du Ramadan par exemple… Dans tous les cas c'est le dialogue préalable et la recherche d'une position compatible avec les principes les plus partagés qui sont gages de sérénité et d'efficacité.

Avez-vous d'autres niveaux d'intervention ?

Oui, les parents. Les enjeux et les solutions doivent être envisagées différemment pour eux. L'explication, l'interconnaissance, la reconnaissance sont les maîtres mots. Elles permettent de faire comprendre comment et sur quels principes fonctionnent la société française et nos activités. Elles favorisent la découverte et la compréhension de personnes ayant des valeurs, des histoires, des cultures, des repères et des comportements différents.

Quand, au centre de loisirs, nous agissons auprès des enfants, c'est dans le sens d'une protection vis-à-vis d'influences religieuses qu'ils n'auraient pas choisies. Lorsqu'il s'agit des animateurs, c'est l'attitude et la pratique professionnelles (application du principe de neutralité, de respect, de non prosélytisme) qui sont mises en avant. Lorsqu'il s'agit des adultes et notamment des parents, c'est sur la rencontre, la compréhension, et l'information que nous basons nos interventions.

■ Propos recueillis par
Jean-Paul Sposito
auprès de ***Guy Jovani, Magali Belin, Corinne et Dominique Peyre, Mohamed Akrouti, Magali Comptier, Nancy Vuiraud***

1 -Rencontres Initiatives Vauverdoises Espace Social
2 -Depuis peu la partie confection des repas est prise en charge par la Communauté de Communes de Petite Camargue

« [Nos] différences comme une richesse de vie : mieux se connaître pour mieux vivre l'école et mieux vivre ensemble. »

L'objectif : éduquer à la connaissance et au respect de l'autre, ainsi qu'à la solidarité. Pour cela, l'équipe des Francas s'est appuyée sur des activités ludiques et variées, permettant d'une part, d'identifier où se situent les préjugés, les discriminations, de comprendre et de faire comprendre ce qui les provoque, ce qui entraîne des situations d'exclusion. D'autre part, cela permettait d'encourager, face aux problèmes liés aux droits de l'Homme et de l'Enfant, et aux atteintes qu'ils subissent, la mise en œuvre de comportements individuels ou collectifs favorisant le respect mutuel, l'estime réciproque, l'action solidaire.

Jouons ensemble avec nos différences

En tant que membre du collectif de la semaine d'Education contre le racisme, les Francas du Vaucluse proposent chaque année des actions en direction des collèges et écoles primaires du département.
En mars 2005, le collège Clovis-Hugues et l'école primaire Jean-Moulin de Cavaillon les ont sollicités. Dans le cadre de la liaison école primaire-collège, ils voulaient organiser pendant une journée, une animation sous forme de rallye tournant, en direction de deux classes de 6ème et de deux classes de CM2.

Six ateliers de trente minutes, tenus par un adulte (enseignant, CPE [Conseiller Principal d'Éducation], animateur ou parent) proposaient aux six équipes des activités. Chaque équipe était composée d'élèves de 6ème et de CM2 et se déplaçait à l'aide d'une fiche de route, comme pour un rallye tournant.

Sensibiliser

Chaque outil ou jeu proposé visait la rencontre des cultures, ou la lutte contre le racisme :
– « L'affiche interactive » était un outil pédagogique suscitant le questionnement, favorisant la réflexion sur des thèmes d'actions contre le racisme tels que : « *On ne vit pas tous pareil* » ; « *Pourtant, ensemble on vit bien* » ; « *Et puis il y a tous ceux qu'on ne connaît pas* »…
– Un CD-ROM de « musiques du monde » favorisait l'écoute et l'apprentissage de nouveaux instruments sur l'ensemble de la planète.
– Un ouvrage, « *Les mots qui voyagent* » faisait prendre conscience que les mots que nous utilisons ont une histoire. C'est par le contact avec d'autres cultures que s'est notamment formé le français.
– Le jeu de « *La Crosse Québécoise* » permettait de faire découvrir un sport collectif traditionnel d'un autre pays, le jeu sportif n'étant qu'un moyen pédagogique permettant de mettre l'accent sur la coopération au sein d'un groupe.
– Un « Panneau Collectif » permettant de faire s'exprimer le groupe sur un mode d'expression artistique, et de faire émerger des notions de solidarité et de respect des individus par une création collective (collage, dessin, peinture…).
– La « *Mosaïque humaine* » aidait à comprendre l'unicité et la diversité des Hommes en montrant qu'aucune classification n'est possible au sein de l'espèce humaine : il n'y a pas de race, ou bien il y en a six milliards.

Impacts

Une discussion s'est instaurée avec les enfants, les enseignants, et les partenaires pour dégager les représentations que subissent les enfants et développer l'esprit d'analyse par rapport au phénomène du racisme. Une autre a suivi sur les droits des enfants avec comme support *Les Clés de l'actualité junior* et une exposition de 14 panneaux.

Les élèves ont compris l'intérêt lié aux différentes pratiques culturelles, leurs différents modes de vie, leur relation à la famille, leurs différents lieux d'origine.

Ils considèrent aujourd'hui les différences comme une richesse de vie : mieux se connaître pour mieux vivre l'école et mieux vivre ensemble.

■ ***Corinne Misler***
vaucluse.francas2@libertysurf.fr

ON EN PARLE ENCORE !

Médiathèque musicale

La Cité de la musique de Paris s'est dotée, depuis le mois d'octobre 2005, d'une médiathèque impressionnante. Un site Internet donne accès à toutes les données répertoriées : les ouvrages musicaux, les concerts enregistrés à la Cité de la Musique, les CD, les photos des instruments, les ateliers ou les formations musicales référencés dans la France entière, les 800 sites Internet se rapportant à la musique, les vidéos… En plus d'une base de données très importante, des pages sont consacrées aux sigles employés, aux métiers de la musique, à des dossiers d'informations et à des contenus pédagogiques…

C'est la refonte des systèmes informatiques des trois centres de documentation en un seul qui a permis ce travail. La base de données est accessible par Internet et par l'intranet de la Médiathèque ; certaines ressources ne sont effectivement pas disponibles au grand public.
Le portail est structuré en plusieurs rubriques permettant de trouver des informations générales, de s'ouvrir à la culture musicale, ou de faciliter les recherches des futurs visiteurs qui viendront sur place.
Des ateliers pour les scolaires sont organisés, les matins uniquement. Ils privilégient la sensibilisation à toutes les formes de musiques ou de chant, l'écoute musicale, la recherche par Internet, les droits d'utilisation des ressources.
Véritable référence en ce domaine, la Cité de la musique regroupe toutes les activités en relation avec la musique : concerts, Musée de la musique, ateliers de pratique instrumentale pour les jeunes ou en famille. La Médiathèque attenante permet de voir représentés tous les styles (musique classique, jazz, chanson, musique du monde) avec une saison entière consacrée au jeune public et aux activités éducatives.

La Médiathèque est ouverte au public du mardi au samedi, de 12h à 18h, et le dimanche de 13hà 18h.

Pour plus d'informations :
www.mediatheque.cite-musique.fr
www.cite-musique.fr

Faites passer…

Dans le cadre de la campagne « *Illettrisme, merci de faire passer le mot* », et afin de sensibiliser les jeunes à cette forme d'exclusion, le Syndicat de la Presse Sociale apporte une fois de plus son soutien à l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme. L'illettrisme touche tous les niveaux de la société et tous les âges. Dans le cadre du Salon de l'Education, des marque-pages et des « Abécédaires de l'illettrisme » ont été distribués en nombre. Le numéro d'information Indigo (08 20 33 34 35) fonctionne toujours, tout comme sont encore disponibles, sur cassette VHS ou sur DVD, les cinq courts-métrages réalisés notamment par Nils Tavernier, Hippolyte Girardot, Liria Begeja…. D'une durée de 30 minutes, ils peuvent animer des séances de débat, informer…
Pour les commander : csellier@fnps.fr
Pour plus d'information sur la lutte contre l'illettrisme : www.anlci.gouv.fr

Actions éducatives et patrimoine

Le Centre des monuments nationaux participe activement à l'éducation artistique des jeunes, l'une des priorités politiques affirmées conjointement par le ministre de la Culture et de la communication et celui de l'Education nationale. Plus d'une centaine de monuments historiques et de sites prestigieux répartis sur tout le territoire, représentatifs de la diversité et de la richesse du patrimoine français de toutes les époques, proposent un accueil spécifique en direction des enfants. Lieux de ressources, d'explorations, de questionnements pour les enfants, ce sont aussi des lieux offrant des possibilités éducatives diverses. Des visites adaptées, des ateliers, des parcours-découverte sont proposés selon les sites.
Pour plus d'informations, avoir la liste des monuments… : www.monum.fr

Jouer à sauver !

La connaissance des gestes de premiers secours est importante. Malgré cela, seuls 7 % des français sont en mesure d'intervenir suite à un accident… inquiétant. L'association Nationale de Prévention et de Secours a créé un jeu de société pour tenter d'y remédier : « *Au secours !* ». Le but : sensibiliser tous les enfants et adultes aux dangers de la maison et aux gestes de première urgence. Les joueurs parcourent les pièces d'une maison et répondent aux questions afin de constituer au plus vite leur trousse de secours, synonyme de victoire. Ces mises en situation d'accidents sont des scènes susceptibles de se produire dans chaque ménage, et traitent de notions de secourisme nécessaires à chacun d'entre nous.
En vente uniquement par correspondance (18 € + 6 € de frais d'envoi) : ANPS, 36 rue de la Figairasse, 34070 Montpellier.

Mobilisation, un an après

Le tsunami qui a touché l'Asie du sud en décembre 2004 est encore d'actualité. Solidarité Laïque, dont les Francas assurent la vice-présidence, s'était très vite mobilisée, en plaçant l'éducation au cœur de la reconstruction et du développement. Grâce aux nombreuses aides financières individuelles et aux partenariats engagés avec plusieurs associations et syndicats membres, divers projets ont pu être commencés au Sri Lanka et dans l'Etat du Tamil Nadu en Inde : implantation de structures éducatives dans les villages reconstruits (construction d'écoles, de bibliothèques, formation d'enseignants), soutien et suivi dans des programmes de formations ou pour des activités scolaires… Mais il reste encore beaucoup à faire.
Pour plus d'informations ou pour apporter votre soutien : www.solidarite-laique.asso.fr

CITOYENS DU MONDE

Un Centre de loisirs et d'accompagnement scolaire à Bobo-Dioulasso

Tout a commencé par la rencontre d'une coopérante française et d'une association de jeunes nouvellement créée. Ces jeunes avaient un projet large : faire quelque chose pour l'éducation des enfants de Tounouma, le quartier qu'ils habitent à Bobo-Dioulasso au Burkina-Faso. Cette coopérante, que j'ai rencontrée lors de précédents séjours au Mali, me demande alors de venir encadrer un stage de formation aux fonctions d'animateurs, pendant l'été 2004.

Formatrice aux Francas Languedoc-Roussillon, l'idée m'a de suite séduite. Puisque l'on échange toujours de façon très riche en stage de formation, ce devait d'autant plus être le cas sur un autre continent... Et cela m'engageait aussi à remettre en question ma façon de fonctionner : l'adapter au contexte burkinabé, ne pas aller à l'encontre d'une culture tout en essayant de transmettre des choses nouvelles.

Ce stage et le camp de vacances que nous avons ensuite mis en place se sont bien déroulés, avec leur lot de difficultés, de moments forts, de débats, d'éclats de rire. Alors, forte de l'exemple de l'Enfance joyeuse du Cameroun, je décidais de monter un projet de création de centre de loisirs et d'accompagnement scolaire dans ce quartier, où ces nouveaux animateurs travailleraient.

C'est au cours des mois de juillet et août 2005 que nous avons lancé le projet, grâce aux subventions obtenues (Défi jeunes du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative, Cap Jeunes du conseil général de l'Hérault et d'une association montpelliéraine) et au soutien matériel de l'Union Régionale des Francas du Languedoc-Roussillon. Il fallait trouver un local, l'aménager, faire un stage d'approfondissement, un camp de vacances, préparer le fonctionnement à l'année, et surtout rencontrer et communiquer avec les instances locales, les familles. Cela demande d'une part, beaucoup d'organisation et d'engagement, et d'autre part, beaucoup d'échanges et de débats pour que nous agissions dans le même sens, en partageant les mêmes valeurs, malgré nos cultures et nos éducations respectives.

Pour quel résultat ?

Un centre de loisirs et d'accompagnement scolaire plein de vie, où quatre-vingt enfants de sept à douze ans sont inscrits. Nous avons dû limiter le nombre d'inscrits afin d'avoir un bon fonctionnement, une cohésion dans notre action ; difficile dilemme mais choix indispensable. Douze animateurs (indemnisés) se sont engagés dans le centre pour mener des activités d'animation et d'accompagnement scolaire. Nous avons voulu nous positionner comme complément d'une institution scolaire souffrant de nom- ➜

> *Douze animateurs se sont engagés dans le centre pour mener des activités d'animation et d'accompagnement scolaire.*

breux manques, en proposant un accompagnement scolaire quotidien et, les jours sans école, des activités de centre de loisirs (jeux, éveil artistique, sensibilisation aux droits de l'enfant, à des questions sanitaires, etc.).

Pour ce qui est de la suite du projet, nous avons un budget de fonctionnement pour une année. Une année durant laquelle il peut se passer beaucoup de choses, la difficile pérennisation des projets en Afrique étant un problème souvent rencontré. Une adhésion à une fédération internationale d'éducation populaire devrait encourager la continuité de cette initiative. Il faudra alors développer certaines idées : trouver des moyens d'offrir un goûter à des enfants issus le plus souvent de familles très pauvres, mieux organiser le suivi médical déjà mis en place…

Beaucoup d'idées, beaucoup d'énergie… Avec un peu d'organisation et de motivation, nous tentons de participer à l'éducation des plus jeunes, dans des perspectives de développement. Nous espérons y arriver, à notre échelle !

■ ***Laure Guinot***
laure_guinot@yahoo.fr

Européens mobilisés

C'est dans un esprit de convivialité et de travail que s'est déroulé du 5 au 10 décembre 2005, un séminaire européen d'animateurs. Organisé par les Francas de Bourgogne dans le cadre du programme européen Jeunesse, 23 participants venus de 5 pays européens (Allemagne, Espagne, France, Italie et Lituanie) ont participé à cette rencontre avec pour motivation l'organisation, dès l'été 2006, d'échanges de jeunes.

La ferme de Borgirault, située à Grancey-le-Château (Côte d'Or) a été le cadre idéal pour ce séminaire dont le thème était « Mobilisons les jeunes en milieu rural sur l'Europe ».
Durant la rencontre, les participants ont collectivement échangé sur le rôle de l'animateur et les différences de législation existant entre ces pays. La réflexion a également porté sur le sens donné à des notions-clés pour l'animateur socio-culturel, notamment la démocratie et l'éducation. Le but n'était pas de faire émerger une définition commune mais de comprendre et de prendre en compte les conceptions propres à chaque pays. Cela a permis de prendre conscience de la nécessité et de l'importance du travail de préparation avant un séjour d'échange car les points de vue, ainsi que les pratiques, varient d'un pays à l'autre. Esprit d'ouverture, médiation et consensus sont les maîtres mots de tout échange interculturel !
Enfin, la simulation d'échanges de jeunes autour d'une problématique simple, valoriser le territoire rural dans lequel chaque animateur intervient, a permis d'envisager concrètement un travail en commun qui devrait voir le jour prochainement.
Evidemment, la convivialité a été au cœur de cette rencontre débutée par un repas interculturel où chaque participant est venu avec des produits typiques de sa région. Une découverte de Dijon à travers ses atouts culturels et gastronomiques a également réuni l'ensemble des participant autour d'un esprit de fête.
C'est donc avec un petit pincement au cœur que s'est achevé pour chacun ce séminaire avec pour perspective, un nouveau rendez-vous au printemps pour finaliser l'organisation des échanges prévus pour cet été…

■ ***Dominique Vercherand,*** dvercherand.francas.21@wanadoo.fr

PARTENAIRES

INICE

INICE - Instituto de Investigaciones Científicas y Ecológicas (Institut de Recherches Scientifiques et Ecologiques) est une association de jeunesse espagnole dont le but principal est de promouvoir et faciliter l'accès à la recherche auprès des jeunes. Pour eux, le terme de recherche est plus large que le simple champ technique et scientifique puisque il englobe les activités sportives et culturelles. INICE propose aux jeunes différentes activités, campagnes et échanges ouverts à tous. Leur devise : « Toute idée est bonne à prendre et toute activité possible ».

INICE a son siège à Salamanque mais de nombreux groupes sont établis dans plusieurs communautés espagnoles : Asturies, Galice, Madrid, Iles Canaries… Chacun a sa spécificité : la photographie, l'informatique, l'écologie, les arts martiaux, l'alpinisme…
La gestion de INICE étant très centralisée, chaque groupe peut se dédier entièrement à ses activités de terrain sans se préoccuper des questions administratives ou politiques.
Mis à part quelques personnels administratifs, INICE fonctionne entièrement avec des bénévoles.
Les différentes délégations se retrouvent tous les ans pour une Rencontre annuelle des jeunes chercheurs à Salamanque, en décembre.
INICE est membre fondateur du MILSET (Mouvement International pour le Loisir Scientifique Et Technique) qui participe notamment au développement auprès des jeunes d'activités scientifiques telles que les Exposciences.
INICE a déjà de nombreux partenaires à l'étranger (Portugal, Mexique, République Tchèque…). Cette année, les Francas vont mettre en place des actions en partenariat avec INICE : les Francas de Vendée vont probablement les recevoir dans le cadre d'une Exposcience et l'Association Plaine D'aunis Pleine de Jeunes en Charente-Maritime va accueillir cet été un groupe dans le cadre d'un échange international de jeunes sur le thème de l'éducation à l'environnement en milieu maritime.

■ ***INICE***
Calle Diego Pisador
37071 Salamanque
Espagne
Tél. : +34 983 421 696
inice@cje.es

INDRE-ET-LOIRE

Rencontre nationale de l'animation scientifique et technique

Le Cirasti[1], mouvement français des Exposciences, est un collectif inter-associatif regroupant depuis 1985 les associations d'Education populaire, généralistes et spécialisées, s'impliquant dans le développement des activités et découvertes scientifiques et techniques pour tous. Les premières rencontres nationales de l'animation scientifique et technique ont eu lieu les 26 et 27 janvier à Tours. Elles ont été co-organisées par le Cirasti et le département Carrières Sociales de l'IUT de Tours. Le thème : « *La science pour tous : une utopie réaliste pour l'Education populaire ?* ».

Un rendez-vous des 20 ans du Cirasti
Rencontre 2006 de l'animation scientifique et technique
La science pour tous : une utopie réaliste pour l'Education populaire ?
Publics :
Animateurs généralistes
Animateurs spécialisés science et technique
Responsables de structures
Dirigeants
Partenaires
IUT de Tours, 26 et 27 janvier 2006

L'enjeu était de permettre aux 210 participants d'échanger sur des pratiques et de réfléchir ensemble au développement des pratiques scientifiques dans les pratiques de loisirs. Tous les acteurs de l'animation étaient représentés : animateurs (généralistes et spécialistes), directeurs de structures, responsables associatifs.
Plusieurs ateliers thématiques étaient programmés : « *Des activités de loisirs quotidiennes à l'approche scientifique… quels chemins pour les acteurs ?* », « *Les activités scientifiques et techniques : les compétences nécessaires, les demandes des acteurs, les besoins des structures, les formations* », « *Les pratiques d'animation scientifique et technique facteurs d'enrichissement de la vie d'un territoire. Leur mise en réseau avec les autres pratiques dans un territoire donné* », « *Vers de nouveaux modes de médiation : Internet, théâtre* ». Deux tables rondes ont permis d'échanger sur : « *Faut-il spécialiser les animateurs dans les domaines scientifiques et techniques ? Quel niveau de qualification, pour quels types d'actions ?* » et « *Les activités scientifiques et techniques sont-elles plus qu'un alibi socioculturel ? Quel est leur impact réel ? Quel rôle doivent-elles jouer vis-à-vis de l'école ?* ». C'est dans ces moments de débats que se sont confrontés les acteurs de terrain, les intervenants et les experts. Un forum des outils était également proposé.

Bilan

Il en ressort que contrairement aux idées reçues, 85 % des Français sont curieux du monde technique et scientifique au travers de sujets précis qui les passionnent ou les préoccupent et il n'y a pas de désaffection massive des études scientifiques. Par contre, le faible nombre de postes de chercheurs ou d'enseignants scientifiques ouvert au recrutement est préoccupant. L'enseignement secondaire ne développe une réelle formation scientifique que pour le quart de la population… les autres n'ont pas accès aux méthodes et aux outils scientifiques. A partir de là, l'éducation populaire doit s'occuper de ces trois-quarts là. Il s'agit de répondre à leur curiosité et de développer l'intérêt du plus grand nombre à travers des activités quotidiennes comme le bricolage, ou touchant au domaine de la santé, du sport, des pratiques artistiques, d'expression ou de création.

Exposciences

Les activités de découverte scientifique passionnent tous les jeunes. Elles sont non seulement l'occasion de faire des tests, de progresser, de découvrir et d'échanger, mais elles permettent aussi de développer l'estime de soi et l'esprit critique. Les Exposciences ont été créées dans cette optique : sur toute la France, pendant quelques jours, les jeunes peuvent présenter leurs réalisations à un public très large. Il existe aussi des rencontres européennes et internationales.

1 - www.cirasti.org

MARTINIQUE

Ainsi font, font, font...

Inciter les enfants et les jeunes à la lecture et à l'écriture en centre de loisirs nécessite d'avoir des animateurs formés. C'est le cas grâce aux Francas de Martinique et à la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports. Pendant six mois, sous forme de cinq modules, les animateurs et les directeurs des centres de vacances inscrits suivront des formations abordant diverses techniques de loisirs : théâtre, fabrication et manipulation de marionnettes, littérature jeunesse et informatique. L'objectif : inciter les jeunes des centres de loisirs de six à douze ans, à la lecture et à l'écriture afin de lutter contre l'illettrisme. Le premier module était sur les marionnettes, action souvent peu utilisée. Pourtant par la conception des poupées, la manipulation et l'imagination nécessaire pour inventer une histoire, c'est une activité complète !

Les Francas de Martinique
10, rue Lazare-Carnot
BP 934
96246 Fort-de-France Cedex
Tél. : 05 96 71 47 25
E-mail :
francas.martinique@wanadoo.fr

NORD – PAS-DE-CALAIS

Un relais pour les jeunes

Dans le premier atelier-relais installé dans le département du Pas-de-Calais, les élèves de collèges en 3ème et en 4ème, tous établissements du district calaisien confondus, suivent des cours de français, mathématiques, sciences, et langues vivantes les matins, et participent à des activités culturelles, artistiques, sportives et de communication (informatique) les après-midi. Encadrée par le coordinateur associatif des Francas et un membre de l'Education nationale, la petite équipe de collégiens en rupture scolaire se retrouve pendant six semaines au collège Lucien-Vadez de Calais. Après, ils réintègrent leur collège d'origine. Un partenariat avec la MJC permet aux jeunes d'avoir accès à des ordinateurs lors d'ateliers informatique, proposés lorsque les collégiens ne sont pas là. Un bon moyen d'aider ces adolescents !

Les Francas du Pas-de-Calais
24, rue du Général-de-Gaulle
BP 55
62052 Saint-Laurent-de-Blangy Cedex
Tél. : 03 21 55 10 10
E-mail : francas62@wanadoo.fr

DOUBS

Jeunes et talentueux

Initiée par les Francas, la seconde édition du festival Cap'Cité, aura drainé un millier de jeunes à l'Arcopolis de Voujeaucourt. Entre l'énergie mise dans chaque prestation, les talents exprimés, la générosité et l'enthousiasme tant des jeunes que du public, la journée a été une réussite complète.
Véritable tremplin d'initiatives dédié aux 13-17 ans, le but est de permettre aux jeunes de montrer leur savoir-faire dans les domaines qui leur sont chers. Un podium a accueilli les arts de la scène (danse, musique, théâtre), un espace a été consacré aux arts visuels (exposition, arts plastiques, réseaux de jeux informatiques). Acteur et/ou spectateur, tout le monde a pu être satisfait. L'organisation elle-même a été en partie définie par les adolescents dont le travail a été associé ces derniers mois aux animateurs des Francas.

Les Francas du Doubs
12, rue Renaud-de-Bourgogne
25200 Montbéliard
Tél. : 03 81 99 87 00
E-mail : francas.doubs@fr.oleane.com

LOIRE-ATLANTIQUE

Ado projection

Pendant les vacances de Toussaint, un atelier vidéo a été mis en place par l'association *Start'Air* jeunes, en partenariat avec le collège René-Char. Onze jeunes ont réalisé un court-métrage de huit minutes. Depuis l'écriture du scénario jusqu'à la présentation du film, les jeunes n'ont jamais perdu la motivation. Chacun a eu une tâche particulière : acteur, technicien, régisseur, décorateur… Ils ont eux-mêmes choisi le thème de leur réalisation : le fantastique avec des scènes de suspense et d'humour. Même si aucun ne veut en faire son métier, l'équipe de tournage est prête à écrire une suite ! Pour ce qui est de sa diffusion, il sera en première partie d'une séance spatiale ciné de *Start'Air*, sur grand écran pour l'opération ciné en plein air l'été prochain, et figurera sur la liste des participants du festival de la Roche-sur-Yon.

Les Francas de Loire-Atlantique
37, rue de la Tour-d'Auvergne
BP 36 507
44265 Nantes Cedex 02

La Fête du jeu, c'est quoi : un jour par an, le dernier samedi du mois de mai, tout le monde partout en France, peut se retrouver autour de jeux divers et variés. Depuis 2001, cette journée ne cesse de se développer : en 2005 quatre-vingt départements étaient concernés, soit environ cinq cent fêtes, plus de mille joueurs à certains endroits…

WEB TOUR

La Fête du jeu sur la toile !

C'est le 3 février qu'a été officiellement ouvert le site Internet de la Fête du jeu : http://www.fetedujeu.org/

La configuration actuelle de la Fête du jeu date de mai 2001 et de la charte élaborée à cette époque. Le collectif, formé de l'Association des Ludothèques Françaises, de l'Action Catholique des Enfants, de la Confédération des Loisirs de l'Esprit, des Eclaireuses Eclaireurs de France, des Familles Rurales, de la Fédération Sportive et Culturelle de France, des Francas, et de Peuple et Culture a voulu cette charte simple et concise. Quatre articles la composent :
– la gratuité : aucun jeu ni entrée sur le site de la fête ne doit être payant. Les jeux d'argent sont interdits, sauf avec une monnaie fictive
– le jeu pour tous : toutes les tranches d'âges, toutes les cultures sont concernées

– le jeu sous toutes ses formes : jeux de société, jeux vidéo, jeux de rôles, jeux sportifs…
– jouer partout : en extérieur, à l'intérieur, en ville, à la campagne…

Le site Internet retranscrit parfaitement l'esprit de cette fête par ses couleurs, ses illustrations (qui reprennent celles de l'affiche)… : le jeu doit être plaisir, passion, et action, et c'est ce que proposent les pages web. En effet les rubriques sont claires et précises ; tout amène à agir. Deux publics sont visés : pour les organisateurs, il est conçu comme un outil permettant de trouver différents renseignements, de voir les nouvelles affiches… ; pour les futurs joueurs ou pour les curieux, il sera un site d'informations incontournable.

Une première rubrique « Actualités » est en lien direct avec la dynamique de la Fête du jeu et du jeu en général. Elle présentera notamment des initiatives pour la préparation ou pour le jour « J ».

Une autre catégorie, « Présentation », apporte des éléments d'information sur la charte, sur le collectif national, sur l'historique de l'événement.

Les données de « Venir jouer » seront en ligne à partir du 18 avril. Une carte de la France servira à connaître les manifestations déclarées. Autrement dit, il est important que des organisateurs « jouent le jeu » en s'inscrivant dès aujourd'hui, afin que la carte soit la plus complète possible.

Le but du collectif est non seulement d'apporter son soutien aux organisateurs par des formations ou la réalisation d'« un guide de l'organisateur », mais aussi de fournir les outils de communication adaptés, identiques sur tout le territoire. Avec le site, les personnes intéressées pourront charger les affiches et les imprimer. « Organiser » concerne donc avant tout ces organisateurs. C'est la partie pratique du site où l'internaute peut trouver : les règles d'organisations pour préparer la Fête du jeu ; les moyens pour créer des liens sur le local en formant un collectif entre plusieurs partenaires ; les outils de communication nécessaires ; les objectifs de l'édition 2006 ; le formulaire d'enregistrement de la manifestation permettant d'être référencé sur la carte de France donc de toucher un maximum de joueurs, et de réaliser ensuite un bilan de l'opération ; et enfin la possibilité de télécharger les visuels (sous plusieurs formats), les dossiers de présentation ou le guide de l'organisateur. La sous-rubrique « Formation » sera visible ultérieurement. Il sera possible de créer des liens avec les organisateurs ayant déjà des pages Web.

La dernière rubrique, « Contacts », donne la possibilité de laisser un message aux différents membres du collectif national.

La Fête du jeu défend la place du loisir culturel dans la société, et le développement de la Personne et pas que de l'enfant, dès l'instant où l'on se réfère aux moments hors période de travail. Le jeu fait partie des relations sociales, culturelles et générationnelles. Sa place et son importance dans la société actuelle doivent être soulignées.

La Fête du jeu 2006 aura lieu le 20 mai. Associée aux « Francofffonies, le festival francophone en France », divers jeu seront en rapport avec la langue française et son utilisation. N'hésitez pas à consulter le site pour savoir ce qui se prépare près de chez vous et y prendre part !

■ ***Nadia Astruc***
nastruc@francas.asso.fr

C'EST À VOUS

A l'occasion d'un déplacement en région, Camaraderie a rencontré deux jeunes stagiaires BAFA (Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur) session générale, et leur formatrice. Retour sur ces échanges…

Elodie Rouffiac, 24 ans, est assistante d'éducation au collège de Moissac dans le Tarn et étudiante en sciences de l'éducation. Pendant les vacances scolaires, elle est formatrice sur des stages Francas.

« *Je ne suis formatrice que pour les sessions de BAFA car je n'ai pas encore mon BAFD [1] complet.*

Le fait d'avoir déjà encadré sur la structure du Thoré me permet de penser en amont la formation en fonction de ce que le lieu permet. La sensibilisation aux questions environnementales fera donc partie des objectifs du stage. J'essaie de mettre en place ailleurs les outils que je découvre ici. Il n'y a pas que les jeunes qui apprennent !

Former des jeunes me renvoie à mes pratiques personnelles. Les différents vécus permettent un retour sur soi. C'est un vrai échange. A chaque fois j'apprends beaucoup.

Je prends du plaisir sur ce stage. Les jeunes ont bien saisi qu'ils étaient acteurs de leur formation. C'est rassurant de penser que s'ils vivent la participation ici, ils la feront vivre aux enfants ensuite.

Pour moi le militantisme est une valeur importante qui transparaît dans mes discours. C'est une des raisons qui me font faire de la formation : c'est un idéal. Pour moi les enfants de la société de demain doivent être avertis, à l'écoute. Cela doit donc d'abord passer par les formateurs qui doivent le montrer et le faire vivre, pour que les jeunes le comprennent et l'appliquent. »

1 - Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur

Sébastien est en Terminale. Pour lui, cette formation BAFA a pour but de lui ouvrir des portes pour les jobs d'été. Il répond aux questions de *Camaraderie* avec détermination.

« *Je suis très joueur dans ma façon de penser. C'est un peu pour ça que j'ai choisi de passer le BAFA. Pour le moment je trouve cette formation géniale car on découvre des personnes ayant d'autres origines, venant d'autres milieux sociaux. Cela m'a fait réfléchir, m'a permis de me remettre en cause. Moi j'ai, en quelque sorte, tout ce que je veux, mais ce n'est pas la réalité de la vie ; d'autres n'ont pas cette chance. Maintenant ma façon de penser la vie est différente.*

Ce stage nous ouvre l'esprit et nous donne la possibilité de voir concrètement et de comprendre ce que les médias nous disent, sur l'environnement par exemple, les installations des éoliennes…

Je ne savais pas que le travail d'animateur demandait autant de connaissances pour les activités, les réactions à avoir, la législation à savoir.

Je trouve les valeurs des Francas justes et bonnes. Le travail que nous menons ici sur l'écosystème, sur la participation… est important. Je m'en servirai plus tard pour faire réagir les enfants, j'essaierai d'appliquer tout ce qui concerne le développement durable sur d'autres structures.

J'appartiens déjà à un comité des fêtes, je fais de la musique dans une association. Pour le moment ça suffit, on verra plus tard si je veux faire plus, ou pas. »

A 17 ans, Elodie, lycéenne en 1ère, a décidé de passer son BAFA. Elle s'exprime à ce sujet…

« *Pour faire le métier que j'ai choisi, il va me falloir étudier pendant pas mal d'années. Je voulais donc pouvoir travailler pendant les vacances. Comme je m'entends bien avec les enfants, plutôt que de faire serveuse, j'ai voulu avoir le BAFA.*

J'ai choisi cette structure car j'aimerais travailler dans les énergies renouvelables. Je voulais voir comment ce que j'apprends en cours peut être mis concrètement en place.

Depuis le début du stage nous sommes toujours en activités et le temps passe vite ! C'est vraiment intéressant. Je ne m'attendais pas à ce qu'il y ait une si bonne entente entre les jeunes et les formateurs. Ce n'est pas une relation comme à l'école. Les rapports sont plus faciles, et avec des gens ayant les mêmes objectifs, les échanges sont plus aisés.

Je ne savais pas comment se passait une formation. On apprend des autres, de ceux qui ont déjà une expérience en formation ou avec les enfants, et de soi-même. La vie en collectivité je connaissais pour avoir été en centre de loisirs enfant et pour être interne. Mais là, ce n'est pas exactement la même chose ; l'ambiance est détendue.

Peut-être que je m'engagerai plus tard, dans le monde associatif. Je suis déjà déléguée. »

PORTRAIT

Conviction et engagement

Muriel Parcelier est adjointe au maire de Bordeaux. C'est par ses convictions et son engagement qu'elle est devenue présidente de l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes[1] (ANACEJ).

© D. Lefilleul d'après cliché Mairie de Bordeaux

Après avoir été médecin généraliste pendant quinze ans, Muriel Parcelier a eu envie d'agir dans le domaine de la santé publique. Elle a suivi une formation complémentaire lui permettant de passer les concours de l'assurance maladie. Son but était d'évoluer plus dans le secteur global de la santé publique que dans les relations purement individuelles. C'est en travaillant comme médecin conseil auprès de l'assurance maladie qu'elle s'est engagée en parallèle dans la vie associative locale, au sein d'un programme de prévention des personnes en situation de précarité.

Son engagement politique s'est fait sur le tard. Ce n'est qu'en 2001 qu'elle est devenue adjointe au maire, à la délégation de la jeunesse et de la vie associative. Si cette délégation venait juste d'être créée en tant que telle, le Conseil d'enfants et l'adhésion à l'ANACEJ étaient en place depuis deux ans. Ne connaissant pas en détail les tenants et les aboutissants d'un tel groupe, elle a désiré y participer activement. « *C'est en marchant que l'on apprend. Pour moi l'ANACEJ était un outil qui me serait utile pour avancer au quotidien. Au départ, je recherchais surtout les échanges avec les autres, pour trouver comment faire mieux.* »

Rôles d'une présidente

« *Etant très impliquée dans l'association, je suis devenue présidente en mai 2004. Mon rôle est double. En interne, je tente d'impulser une dynamique, de donner envie à tous les membres d'avancer dans le même sens.*

En externe, j'ai le rôle de porte-parole des convictions de l'association et donc des jeunes que nous rencontrons au travers des Conseils. Le terme de porte-parole est d'ailleurs un peu léger. J'estime que c'est plus une forme de militantisme. Aujourd'hui, il est nécessaire de bousculer un peu les élus et de leur faire comprendre tout l'intérêt de faire participer les jeunes à la vie locale. Il y a là un important travail à réaliser. J'interpelle aussi les ministères ou les collectivités territoriales afin de relayer l'information et d'obtenir le plus de soutien possible. Enfin, j'essaie de faire passer plusieurs messages : la valeur et le gain des Conseils d'enfants ou de jeunes, le profit à retirer de la participation des jeunes à la vie globale locale (projet d'urbanisme, ville… et pas uniquement aux questions de jeunesse), le réel apport de penser l'éducation de façon globale… »

L'ANACEJ est composée de professionnels de l'animation, de fédérations d'éducation populaire, de jeunes et d'élus. Ce sont notamment ces derniers qui relaient localement les notions défendues par l'association, qui les expliquent, qui en font la promotion. « *Pour moi, les élus devraient encore plus prendre leur place dans le débat. Aujourd'hui, nous avons 450 collectivités adhérentes, mais un certain nombre n'est pas dans l'action, dans la communication du message, dans un rôle d'acteur.* »

Une façon de vivre

« *De façon personnelle, l'ANACEJ m'a appris beaucoup. Je me suis rendu compte que ce que j'y trouvais était le reflet de ce que j'avais toujours été et recherché. Durant tout mon parcours étudiant et professionnel, j'ai toujours recherché l'engagement, la défense d'idées et leur communication. Ma conviction actuelle pour les enfants et les jeunes, pour leurs droits, pour ce qu'on peut leur apporter et pour ce qu'ils peuvent apporter, est plus précise qu'au début. Le fait de leur être utile au quotidien, de façon militante, est un besoin. Lorsque je ne serai plus présidente, je garderai la même conviction et je la ferai passer autrement.* »

Un des projets de l'ANACEJ est d'améliorer la qualité des Conseils d'enfants (pour les 8-12 ans). Certains n'ont pas été installés suite à une définition précise des objectifs et sont surtout des faire-valoir. Nous pensons proposer des auto-évaluations. Nous voudrions aussi mener une étude globale pour mesurer la réelle prise en compte de la parole des jeunes et leurs impacts dans la vie locale.

L'autre désir est d'aller au-delà des Conseils et de voir se multiplier les formes de participation. L'ANACEJ voudrait que se développent de vrais espaces de participation, dans les quartiers ou les centres ville, des forums… Il s'agirait de trouver des formes plus souples et de les expérimenter pour permettre à tous les jeunes de s'exprimer.

■ Propos recueillis par
Nadia Astruc

1 www.anacej.asso.fr